

particularité principale de cette révolution, après le renversement de l'ancien régime.

Il n'est pas très difficile d'expliquer que cette particularité résulte des conditions historiques particulières dans lesquelles la Révolution a triomphé, de son contexte géographique exceptionnel, et de ses racines socio-économiques propres. Ce n'est pas le moment d'approfondir ces aspects de la question. Il suffit de retenir le fait, — et de remarquer que les dirigeants en sont particulièrement conscients.

Il y a cependant une contradiction entre cette « ligne de masses » et la pratique politique quotidienne du gouvernement révolutionnaire cubain. Le domaine de la gestion de l'économie — et encore plus nettement : la gestion de l'industrie — a été largement immunisé contre toute intervention directe des masses. Ce n'est donc pas par hasard que le débat économique de 1963-1964 a surgi avant tout autour des problèmes posés par cette gestion, et que différents camarades, intervenant dans le débat, ont indirectement soulevé la question des rapports entre la gestion des entreprises et le comportement des masses. La question des stimulants matériels et moraux y est directement rattachée.

L'autonomie financière des entreprises et la question des stimulants matériels

L'industrie nationalisée à Cuba était en grande partie organisée selon le système des trusts (empresas consolidadas) par branche d'industrie, assez comparable à celui qui a servi de modèle à l'organisation de l'industrie soviétique pendant toute une période. Le financement de ces trusts se faisait par le budget ; le contrôle financier s'effectuait au niveau des ministères (celui de l'Industrie et celui des Finances). La Banque ne jouait qu'un rôle d'intermédiaire d'importance secondaire.

Un des objectifs pratiques de la discussion économique de 1963-1964 était donc celui, soit de défendre ce système d'organisation — ce fut le cas du camarade Guevara et de ceux qui ont appuyé en gros ses thèses —, soit de le remplacer par un système d'autonomie financière des entreprises (ce qui rejoint le principe de la rentabilité largement supérieurs à ceux d'autres pays connaissant un niveau de développement des forces productives comparable à celui de Cuba ; nécessité individuelle de celles-ci), — thèse défendue par Carlos Rafael Rodríguez et plusieurs intervenants dans le débat.

La position du « Che » Guevara paraissait assez pragmatique en l'occurrence. Il n'affirmait pas que la gestion centralisée était un idéal en soi, un modèle à appliquer partout et toujours. Il défendait simplement l'idée que l'industrie cubaine d'aujourd'hui pouvait être gérée de cette manière de la manière la plus efficace. Les arguments avancés furent essentiellement ceux-ci : nombre réduit d'entreprises (moins que dans la seule ville de Moscou en U.R.S.S. !); nombre encore plus réduit de cadres industriels et financiers capables ; moyens de télécommunication assez développés,

seul remède contre les abus de pouvoir : la ligne des masses ! — Discours prononcé le 29 août 1966, à la clôture du XII^e Congrès de la Centrale des Travailleurs Cubains).

d'une très stricte économie de ressources et de contrôle sur ceux-ci, etc., etc.

La plupart des arguments d'ordre général qu'on lui a opposés étaient sans rapport avec l'état de fait ainsi décrit. Lorsque la décentralisation financière implique l'accroissement du pouvoir de bureaucrates médiocres, tâillons, incapables et inefficaces, la tendance à la bureaucratisation augmente et l'efficacité économique diminue avec l'autonomie financière des entreprises. Du bien-fondé de certains arguments en faveur de « l'autonomie financière » des entreprises, on pouvait tout au plus déduire la nécessité d'une certaine décentralisation de gestion lorsque l'industrie cubaine connaîtrait un nombre et une complexité d'entreprises beaucoup plus grands. On ne pouvait en déduire la nécessité de cette décentralisation *hic et nunc*.

Mais certains adversaires des thèses du « Che » Guevara lièrent la question de l'efficacité majeure de la gestion décentralisée (et de l'autonomie financière qui s'y rattache) à celle des stimulants matériels. Des entreprises obligées d'être rentables, ce sont des entreprises qui doivent soumettre toutes leurs opérations à un calcul économique très strict, et qui peuvent, de ce fait, utiliser les stimulants matériels de manière beaucoup plus large, intéressant directement les travailleurs à l'accroissement de la productivité du travail, à l'amélioration de la rentabilité de l'entreprise (par exemple par l'économie des matières premières) et au dépassement des objectifs du plan.

À ce propos encore, la réponse du « Che » Guevara est essentiellement pratique. Il ne rejette point la nécessité d'un calcul économique strict dans le cadre du plan. Il ne rejette pas non plus l'emploi de stimulants matériels. Mais il subordonne cet emploi à deux conditions. D'abord, il faut choisir des formes de stimulants matériels qui ne réduisent pas la cohésion interne de la classe ouvrière, qui ne dressent pas les travailleurs les uns contre les autres ; c'est pourquoi il préconise un système de primes collectives (d'équipes ou d'entreprises, plutôt qu'un système de primes individuelles). Ensuite, il s'oppose à toute généralisation abusive des stimulants matériels, parce qu'il craint leurs effets désagrégateurs sur la conscience des masses.

Il désire éviter que toute la société ne soit saturée d'un climat d'égoïsme et de poussée à l'enrichissement individuel. Cette préoccupation s'inscrit dans la tradition de Marx et surtout dans celle de Lénine qui, s'il comprenait que l'emploi de stimulants matériels est inévitable à l'époque de transition du capitalisme au socialisme, soulignait en même temps les risques de corruption et de démoralisation qui résulteraient fatalement de l'emploi de ces stimulants, et appelait le parti et les masses à combattre vigoureusement ce péril.

Nous ignorons quelle solution a été donnée à Cuba au problème de l'organisation de la gestion des entreprises, et il nous semble qu'on est de toute manière loin d'un « modèle économique » définitif dans ce pays. Nous restons, quant à nous, partisan d'un système d'autogestion démocratiquement centralisé, où le double danger de bureaucratisation, celui qui émane d'une centralisation excessive et celui qui émane d'un recours excessif aux mécanismes du marché, peut être largement neutralisé par la prise en main de la gestion par les travailleurs, sur les lieux du travail, soumis à une disci-